Zeitschrift: Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art

Herausgeber: Visarte Schweiz

Band: - (1983)

Heft: 2

Vereinsnachrichten: Quatre questions aux membres du Comité central = Vier Fragen an die Mitglieder des Zentralvorstandes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quatre questions aux membres du Comité central

Vier Fragen an die Mitgliedern des Zentralvorstandes

① Depuis quand êtes-vous membre du Comité central et quelles sont les activités principales qui ont été menées depuis que vous êtes membre?

② Quels sont les problèmes que rencontrent actuellement les artistes et quelles solutions pensez-vous que le Comité central peut apporter?

③ Dans les prochaines années quelles actions devraient mener la Confédération, les cantons et les communes pour la création artistique et la promotion des arts visuels?

④ Comment assumez-vous votre fonction de délégué aux juryes des sections de la SPSAS?

① Seit wann sind Sie Mitglied des Zentralvorstandes und welches sind die wichtigsten Aktivitäten innerhalb des Zentralvorstandes, seitdem Sie Mitglied sind?

② Welches sind die Probleme, denen der Künstler heute begegnet, und wieweit kann der Zentralvorstand Lösungen herbeiführen?

③ Was müssten der Bund, die Kantone und die Gemeinden in den nächsten Jahren unternehmen für die Förderung der bildenden Künste?

④ Wie sehen Sie Ihre Funktion als Delegierter an den Jurierungen der GSMBA-Sektionen?

Niki Piazzoli

① Si j'ai bonne mémoire, j'ai été nommé au Comité central à l'assembée des délégués en 1976 à Lausanne. Puis en 1978, à Zurich, j'ai succédé à W. Moser, président démissionnaire. Je suis membre de la SPSAS depuis 1967.
A propos des travaux importants entrepris dans le cadre du Comité central, je ne peux pas, à l'occasion d'une interview, dresser une liste exhaustive. Je me limiterai à énumérer les réalisations significatives sans ordre logique.
Dans le cadre interne de la société, il y a eu un grand travail pour la remise en état de la Casa Bick au Tessin. Il s'agit d'une propriété appartenant à une fondation mais gérée par la SPSAS.
Sur le plan fédéral, le problème de l'Icha nous a énormément mobilisés. Et nous avons eu à traiter toutes les questions que suppose le lien institutionnel entre la SPSAS et le Département de l'intérieur. Rappelons notre participation au sein du groupe «Culture» des Chambres fédérales, les contacts avec M. Hürlimann, ancien conseiller fédéral, les rencontres provoquées avec les autres sociétés faîtières sur le plan national. En particulier, le Comité central a voulu maintenir les relations avec les institutions existantes dans la perspective notamment de préciser la position à adopter pour le bon déroulement de l'initiative culturelle.
A un autre niveau, il faut évidemment évoquer le journal *Art suisse.* En effet, lorsque Tina Grüter nous a quittés, nous avons dû la remplacer à la fois à sa fonction de secrétaire et à celle de responsable de la rédaction du journal. Aussi en avons-nous profité pour confier les charges du secrétariat et de la caisse à une seule personne, Esther Brunner. Un autre secteur essentiel de notre champ d'activité – et j'aurais dû commencer par là – c'est celui des expositions sous forme de Biennale ou de Nationale (Winterthour, Delémont, Gambarogno).
Enfin, un problème déterminant nous a occupés beaucoup et nous préoccupe encore, celui des finances. Outre l'organisation interne de la société, le Comité central s'est surtout investi pour définir ses rapports avec Pro Helvetia. Les démarches visent simplement à faire reconnaître financièrement la SPSAS au même titre que les autres grandes associations d'artistes agréées par la Confédération.

Un regard sur la SPSAS actuelle
Die GSMBA heute – Ein Überblick

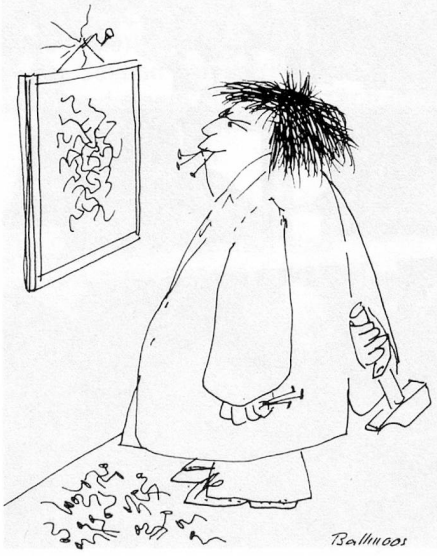
Dossier :

Notre demande alimente un long débat et nourrit une importante correspondance. Actuellement, elle est entre les mains d'une commission de recours. Ce qui nous paraît profondément injuste c'est de constater que les artistes de la SPSAS sont victimes d'une question de compétence entre le Département de l'intérieur et Pro Helvetia. Le Comité central espère vivement que cette situation financière trouvera un débouché correspondant aux prestations offertes aux autres associations d'artistes organisées sur le plan national. Ceci devait être dit.

② Les problèmes que connaissent les artistes ne datent pas d'aujourd'hui. Peut-être actuellement sont-ils plus graves en raison de la situation matérielle aussi bien celle du secteur public que celle du secteur privé. L'artiste éprouve sans doute plus de difficultés à vivre décemment aujourd'hui que durant les années de haute conjoncture. Lui non plus n'échappe pas à cette loi de l'économie. A ce propos, j'utilise volontiers une image simpliste, voire grotesque, pour qualifier notre société; je compare la SPSAS au Touring-Club. Notre société se compose d'artistes «du dimanche», d'artistes qui consacrent beaucoup de leur temps à leur création plastique et surtout d'artistes professionnels, ceux donc qui vivent de leur art. Cette «palette» complique évidemment les choses et implique différents niveaux d'intervention à l'intérieur même de la SPSAS.
Mais, à mon avis, le grand problème que rencontre chaque artiste réside dans les difficultés qu'il éprouve à se manifester, à exposer. Et il en va de son identifé. Je me permets d'évoquer ici le Rapport Clottu qui est resté trop longtemps dans les tiroirs et que l'on décide enfin de ressortir. La SPSAS, dans cette optique, a entrepris quelques réalisations: ateliers de la Casa Bick à Sant'Abbondio et à Boswil, les sections ont fait – et font encore – des efforts pour avoir des lieux dans lesquels les artistes peuvent exposer à des conditions avantageuses.

Le Comité central en tant que tel n'a pas à imposer des activités. Celles-ci sont bien sûr le fait des sections, lesquelles, selon leurs ressources, peuvent mettre en place des actions plus ou moins spectaculaires. Le Comité central fonctionne donc plutôt comme un organe médiateur et d'assistance-conseil pour les sections et pour les membres.

Il faut ajouter à cela les problèmes sociaux qui prennent une place de plus en plus grande dans l'action du Comité central. Notamment le 2e pilier, la caisse maladie, la caisse de secours. Mais, en raison de la modestie des moyens à disposition, le Comité central ne peut pas offrir les prestations qu'il souhaiterait. Car l'importante contribution des sections – sommes prélevées sur les cotisations – au secrétariat central, laquelle représente la seule ressource de la société, ne permet pas au Comité central de répondre entièrement aux besoins des membres. D'ailleurs, cette participation des sections réduit considérablement leur propre budget. Depuis quelque temps, le Comité central se préoccupe activement de tout ce qui se passe en relation avec les problèmes culturels du pays et assure une participation dans le plus grand nombre possible de manifestations, colloques, réunions, symposiums. Dans le cadre de l'évolution de l'initiative culturelle, la SPSAS a provoqué des rencontres avec les musiciens, les écrivains, les représentants du cinéma qui sont tous «des opérateurs culturels». Les solutions que le Comité central pourrait apporter à ces problèmes? Il font l'objet de chacune de nos séances de travail – en moyenne une fois par mois. Nous avançons à petits pas (révision des statuts et du règlement des concours, etc.). Pour résumer, le Comité central a une fonction sociale à remplir à l'égard de chaque membre actif de la société et une fonction de promotion et d'animation en essayant de donner aux artistes la possibilité de montrer leur travail.



③ L'initiative en faveur de la culture, nous en sommes évidemment d'ardents défenseurs dès le début. Conscients que le point crucial, à savoir le 1 % du budget de la Confédération consacré à la culture, fait difficulté aux yeux des «politiques» surtout, nous estimons qu'il est pourtant indispensable de mener le combat dans les mêmes termes jusqu'au bout.
En ce qui concerne le situation sociale de l'artiste, le Département de l'intérieur possède tous les éléments nécessaires. Quant à la question du 3e pilier, le Département nous a assurés qu'il examinera prochainement notre situation. Pour l'heure, nous attendons avec impatience la réponse de la commission de recours à propos de notre demande d'aide dont j'ai parlé. Dans le domaine des expositions et de la promotion des arts visuels, il est clair que l'aide de la Confédération est déterminante, ce qui n'exclut pas évidemment la participation des cantons et des communes. Tout le monde sait qu'il existe en Suisse des cantons et des communes riches et d'autres qui le sont moins. C'est pourquoi, le rôle de la Confédération consiste à favoriser l'équilibre et à procéder à un partage nuancé de ses ressources. Dans le cadre de l'initiative en faveur de la culture, la Confédération a le devoir de soutenir concrètement les grandes associations culturelles. Toutefois, ces mêmes associations ont aussi des devoirs à l'égard des institutions fédérales. Car dans la mesure où elles ne veulent pas se faire imposer une politique culturelle, il est indispensable qu'elles fassent connaître et reconnaître leur identité.
④ Comme les autres membres du Comité central, j'assiste aux jurys des sections. Chaque année, on se partage les mandats de délégués dans les différentes sections de la SPSAS. Il m'en reste, je crois, une ou deux à visiter.
Auparavant, il n'existait qu'un seul jury, un jury central organisé sur le plan national qui se réunissait une fois par année. Les sections soumettaient les candidatures à cette instance unique. Selon les circonstances, cela se passait plus ou moins bien. Mais l'effectif de la SPSAS a tellement augmenté que la décentralisation s'est naturellement imposée. Par conséquent, les sections assument la responsabilité de l'examen et de l'acceptation des candidatures. Pour que le Comité central ne perde pas de vue la situation, un membre est délégué aux délibérations des jurys régionaux. Sa présence consiste

Quatre questions aux membres du Comité central

à faire respecter les statuts et à favoriser une certaine qualité dans le choix des candidats. Il est donc important que le délégué du Comité central fasse valoir son opinion même s'il n'a qu'une voix consultative.

Vier Fragen an die Mitgliedern des Zentralvorstandes

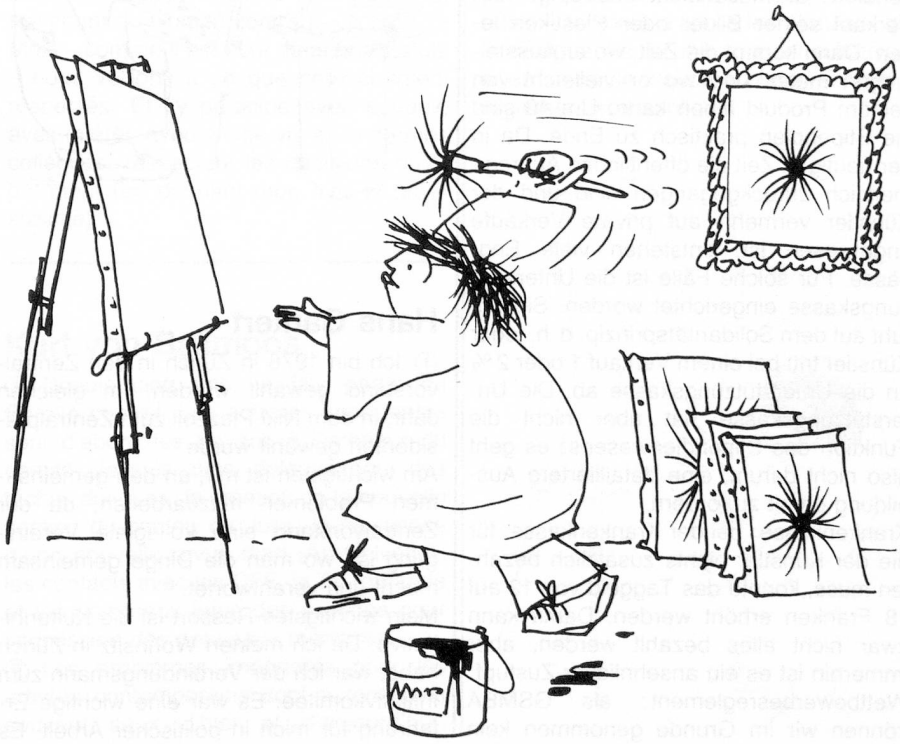
Peter Hächler

① Im Zentralvorstand seit 1978.
Traktanden:

- Grundsätzliche Diskussion über ein neues Ausstellungskonzept, auf der Basis der von den Sektionen eingereichten Konzepte. Aargau am meisten Stimmen, d. h. im 4 Jahresturnus Schweizerische Ausstellungen (relativ klein, somit auch exportierbar) dazwischen, ebenfalls im 4 Jahresturnus, in der Kombination flexible, regionale Austausch-Ausstellungen.
- Aus Zeitnot Diskussion zurückgestellt, in der Folge Vorbereitung der Ausstellung Bern, resp. Delémont als Übergangslösung.
- Kulturinitiative.
- Vorstoss bei Bundesrat Hürlimann und Schulratspräsident Prof. Cosandey und ETH Architekturabteilung, betreffend Ausbildung der Architekten und Künstler im Hinblick auf eine bessere Zusammenarbeit (Kunst und Architektur, Kunst im öffentlichen Raum).
- Erstes praktisches Resultat: ETH Zürich, Wintersemester 1983. Seminarwoche für Studenten und junge Künstler.
- Fachvereinskommission Kunst im öffentlichen Raum Zürich, seit deren Neukonstituierung 1982 zunehmend konstruktive Zusammenarbeit mit ZV. Insbesondere ist eine gemeinsame kommission daran eine illustrierte Beratungsbrochure zu redigieren in deren Anhang die nochmals überarbeiteten Wettbewerbsrichtlinien eingefügt wären. Soll 1984 der DV zum Beschluss vorliegen.
- Statutenrevision.
- Bundessubvention für die GSMBA über die Stiftung Pro Helvetia.
- 2. Säule, Altersfürsorge, soziale Besserstellung des Künstlers.
- Casa Bick, Villa Buffat, Ateliers Künstlerhaus Boswil. GSMBA richtet Stipendien aus für Arbeitsaufenthalte in Boswil und beteiligte sich an den bisher 3 erfolgreichen Symposien zum Thema Kunst im öffentlichen Raum; etc. (September 1982 / April 1983)

② Die Autonomie der Kunst (seit der franz. Revolution) macht den Künstler zur Randexistenz, dies in noch grösserem Masse seit der Auflösung des Bildungsbürgertums.
Vielleicht kann die GSMBA auf lange Sicht dazu beitragen eine bessere Wiedereingliederung des Künstlers in die Gesellschaft und ihr sozio-oekonomisches System zu begünstigen. Dabei gilt es natürlich nichts von der künstlerischen Freiheit preiszugeben.
Die Ausbildungsmöglichkeiten sind unbefriedigend in der Schweiz. Der soziale Status künstlerischer Ausbildung, im Gegensatz zu den Nachbarländern, ist beschämend niedrig.
Der Vorstoss bei der Architekturabteilung ETH ist als Anfang gedacht für weitere Anstrengungen um in dieser Hinsicht etwas zu ändern.
Dringender noch ist selbstverständlich eine Lösung für eine würdige Altersfürsorge zu finden.

③ Im Amt für Kulturelles im Departement des Innern ist gegenwärtig eine Equipe sehr aktiv und wie mir scheint, ganz im Sinne unserer Vorstellungen. Es gilt diese voll zu unterstützen.
Zu den bisherigen Aktivitäten des Bundes wären zusätzlich wünschbar: Erfüllung von dokumentations- und Informationsaufgaben, Verbesserung der Ausbildungsmöglichkeiten für Künstler, bessere Kunst-Vermittlung in den Hochschulen, Animation, Ausbildung von Animatoren.
Neukonzept für nationale, ev. regionale Ausstellungen (entsprechend eidg. Verordnung).
Verbesserung der Sozialhilfe und Altersvorsorge (2. Säule) für freischaffende Künstler.
Anstreben von kantonalen Kulturgesetzen analog desjenigen des Kantons Aargau.
Verbesserung und Ausbau der Praxis Kunst im Zusammenhang mit öffentlichen Bauten.
Vermehrte Präsenz von Kunst und der Künstler in den Schulen, Freies Gestalten, Animation, etc.
Unterstützung der Ausbildung von Kunstschaffenden und Vermittlern.
Vermehrte nicht kommerzielle Ausstellungsmöglichkeiten.
Verbesserung des Stellenwertes künstlerischer Belange an den Schulen und Volkshochschulen.
Übertratung von temporären Aufgaben an Künstler (geeignete) z. B. Gestaltung von Festen.
Beratung in Fragen der Gestaltung öffentlicher Bauten oder des Ortsbildes.
Ankäufe, gezielter Aufbau einer lokalen, nach Möglichkeit wertvollen, Kunstsammlung, etc.



Un regard sur la SPSAS actuelle
Die GSMBA heute – Ein Überblick

Dossier:

④ Aufnahmejurys:
Ich mische mich möglichst wenig in den Prozess der Jurierung ein. So etwa wenn, was vorkommt, lokal persönliche Beziehungen die Urteilsfähigkeit zu sehr trüben. Wenn über einzelne Kandidaten heftige Kontroversen und immer auch wieder grundsätzliche Diskussionen entbrennen, dann gilt es manchmal als Vermittler oder ev. Schiedsrichter Standfestigkeit zu beweisen.
Es ist frappant wie verschieden das Prozedere, aber auch die Mentalitäten in den einzelnen Sektionen sind.
Wenn auch im Resultat und im Durchschnitt das Qualitätsniveau der Aufnahmen kaum sehr verschieden ist, sollte eine einheitlichere und verbindlichere Regelung angestrebt werden.

Bruno Gasser

Ich bin seit vier Jahren im Zentralvorstand. Meine wichtigsten Aufgaben sind die Kranken- und Unterstützungskasse, sowie die Wettbewerbsreglemente, die bearbeitet wurden und jetzt neu Wettbewerbs-Richtlinien heissen.
Unterstützungskasse: wenn man den Werdegang eines Künstlers ansieht, der aus der Ausbildung ins Erwerbsleben tritt, so hat er zuerst die Möglichkeit von Stipendien; er muss nicht unbedingt vom Verkauf seiner Bilder oder Plastiken leben. Dann kommt die Zeit, wo er Ausstellungen macht und wo er vielleicht von seinem Produkt leben kann. Um 40 sind die Stipendien praktisch zu Ende. Da in der heutigen Zeit die öffentlichen Aufträge merklich zurückgegangen sind und der Künstler vermehrt auf private Verkäufe angewiesen ist, entstehen viele Engpässe. Für solche Fälle ist die Unterstützungskasse eingerichtet worden. Sie beruht auf dem Solidaritätsprinzip, d. h. jeder Künstler tritt bei einem Verkauf 1 oder 2% an die Unterstützungskasse ab. Die Unterstützungskasse hat aber nicht die Funktion des Stipendienwesens; es geht also nicht darum, eine detailliertere Ausbildung damit zu fördern.
Krankenkasse: bei der Krankenkasse, für die der Künstler nichts zusätzlich bezahlen muss, konnte das Taggeld von 12 auf 18 Franken erhöht werden. Damit kann zwar nicht alles bezahlt werden, aber immerhin ist es ein ansehnlicher Zustupf.
Wettbewerbesreglement: als GSMBA können wir im Grunde genommen kein Reglement erstellen. Wir haben deshalb neue Richtlinien ausgearbeitet, die einerseits dem Auftraggeber eine Hilfe sein können, anderseits aufzeigen, dass Künstler und Architekten zusammenarbeiten müssten, in dem Sinne, dass der Künstler bei der Planung mitarbeiten und Vorschläge unterbreiten kann und nicht erst am Schluss ein Verlegenheitswerk anbringen muss. Diese Wettbewerbsrichtlinien werden jetzt weitergeführt, und wir arbeiten an einem Handbuch für Auftraggeber (Bund, Kantone, Gemeinden, Private) und Künstler. Wir wollen Modellfälle schaffen, um aufzuzeigen, was für Wettbewerbe überhaupt möglich sind (z. B. Ideenwettbewerbe, Projektwettbewerbe oder Wettbewerbe für Wandschmuck an bereits bestehenden Gebäuden) und wie solche Wettbewerbe durchgeführt werden.

Hans Gantert

① Ich bin 1978 in Zürich in den Zentralvorstand gewählt worden, im gleichen Jahr, in dem Niki Piazzoli zum Zentralpräsidenten gewählt wurde.
Am wichtigsten ist mir, an den gemeinsamen Problemen mitzuarbeiten, da der Zentralvorstand eine kollegiale Vereinigung ist, wo man die Dinge gemeinsam macht und verantwortet.
Mein wichtigstes Ressort ist die Kulturinitiative. Da ich meinen Wohnsitz in Zürich habe, war ich der Verbindungsmann zum Initiativkomitee. Es war eine wichtige Erfahrung für mich in politischer Arbeit. Es ist gar nicht selbstverständlich, dass ein Initiativkomitee aus Kulturverbänden, das auf keinerlei Strukturen, wie sie eine grosse Partei hat, zurückgreifen kann, eine solche Initiative zustande bringt. Ich möchte an dieser Stelle allen unsern GSMBA-Mitgliedern, die sich daran beteiligt haben, herzlich danken, und ich möchte sie ermutigen, in ihren Anstrengungen nicht nachzulassen, wenn jetzt wahrscheinlich ein Gegenvorschlag des Bundes kommt und wenn die Initiative vors Volk gebracht wird. Die eigentliche Breitendiskussion hat immer noch nicht stattgefunden; das wird in etwa einem Jahr der Fall sein. Wir müssen uns jetzt schon darauf vorbereiten, dass wir für unsere Initiative kämpfen müssen.
Weitere Aufgaben sind die Mitarbeit im Redaktionskomitee der Schweizer Kunst und an Veranstaltungen in Boswil.
② Ich glaube, dass die aktuellsten und wichtigsten Probleme der Künstler mit der Struktur unserer Gesellschaft im ganzen zusammenhängen. Da kann der Zentralvorstand recht wenig tun und nur auf lange Sicht positiv wirken. Aber auch die mehr äusseren aktuellen Probleme verdienen unsere volle Beachtung; so sind der soziale Status des Künstlers, die Sozialversicherung, Probleme der Ausstellungen und der Ateliers in den letzten Jahren im Zentralvorstand behandelt worden. Dass die äusseren Anstrengungen vielleicht nicht genügen, um wirklich einen grundlegenden Wandel im Verhältnis unserer Gesellschaft zur Kunst und Kultur im allgemeinen herbeizuführen, kann uns nicht kümmern, weil es nicht in unserem Belieben liegt.

③ Wir müssen sicher mit Staat, Kantonen und Gemeinden weiter am sozialen Status des Künstlers arbeiten. Das wichtigste dünkt mich aber, dass im Verhältnis unseres ganzen Volkes zur Kultur ein grundlegender Wandel eintritt. Kultur gilt immer noch zu sehr als Luxus, als Sache, die man abschaffen kann, sobald es um Dringenderes oder Lebensnotwendigeres geht. Kultur **ist** lebensnotwendig. Sie wird in den nächsten Jahrzehnten wahrscheinlich das Lebensnotwendigste überhaupt sein, jetzt wo die Leute sich mit Sinn-Fragen beschäftigen; wo die jungen Leute es sinnlos finden, in die Karriere- und Erfolgsmaschinerie einzusteigen; wo vielleicht die Sensibelsten durch ein Aussteigertum welcher Art auch immer – auch Drogen gehören dazu – der Gesellschaft

Quatre questions aux membres du Comité central

Vier Fragen an die Mitgliedern des Zentralvorstandes

und der Weiterentwicklung unseres schweizerischen Staates und der abendländischen Gesellschaft verloren gehen. Dieses Problem des Generationenbruchs ist meines Erachtens noch viel zu wenig ins Bewusstsein gedrungen. Was hier wirklich helfen könnte und müsste, wäre ein ganz neues Verhältnis zur Sinnfrage, die aber nur innerhalb einer kulturellen Kontinuität zu lösen ist. Für die Schweiz ist es lebenswichtig, dass solche Zusammenhänge rechtzeitig erkannt werden.
Die Kulturinitiative hat hier etwas ganz Wesentliches zu leisten und verdient auch deswegen unsere volle Unterstützung.
④ Ich glaube, die Sektionen müssen möglichst autonom bleiben. Ich werde kaum je mein Veto einlegen, wenn einheillig in der Jury oder in der Sektionsversammlung die Auffassung herrscht, dass diese Frau oder dieser Mann ein wertvolles Mitglied der Sektion werden kann. Man muss aber den Einzelfall, die einzelne Person anschauen. Natürlich sollte ein professioneller Künstler gegenüber einem, der das ganze aus Liebhaberei betreibt, vorgezogen werden. Natürlich ist das Prinzip der Qualität ausschlaggebend, aber in erster Linie kommt es auf die Meinung der Sektion an, also 1. Autonomie der Sektion, 2. Entscheidung von Fall zu Fall, nicht nach generellen Prinzipien. Man kann darüber streiten, ob sich unsere Gesellschaft in den letzten Jahren nicht etwas stark ausgeweitet hat und ob diese Einbusse an Qualität, die wir mehr oder weniger bewusst in Kauf genommen haben, sich negativ ausgewirkt hat.

André Siron

① Quatre ans déjà!
Les problèmes les plus importants? Mais, tous! Tous ceux que nous avons traités en collégialité dans le comité, je veux dire discutés, réfléchis, partagés, et qui passent de la caisse maladie à l'AIAP, des jurys de section à l'assemblée des délégués! Pour moi plus spécialement, le long et difficile cas de l'ICHA, l'exposition prévue à Berne réalisée à Delémont, notre journal l'*Art suisse* et la refonte des statuts.
② Les plus importants problèmes que rencontrent les artistes sont ceux de la création même et là, le Comité central ne peut rien faire!
Mais les problèmes annexes d'expositions, de diffusion des œuvres d'art, de manifestations ou problèmes financiers se présentent souvent sur le tapis de notre comité. Nous ne disposons que de peu de moyens efficaces et percutants et les solutions que nous pouvons trouver, proposer, dépendent justement de ces moyens. Cela ne nous empêche pas d'être – et c'est important me semble-t-il – un point de liaison ou de contact entre les sections. Sur un autre plan, nous représentons la société face aux autorités fédérales (Conseil fédéral, Pro Helvetia, écoles fédérales, etc.).
③ Le devoir... Le devoir de la Confédération, peut-on parler de devoir? Ce que je souhaiterais, c'est rencontrer des autorités (fédérales, cantonales, communales) plus *attentives* aux problèmes des artistes et aux artistes, plus *imaginatives* à trouver des solutions, qu'il s'agisse de concours, d'achats, d'ateliers, d'expositions, ou... d'initiative culturelle!
L'artiste, dans la société, il a la place qu'il se fait! Mais si la société – autorités comprises – mettait plus d'attention, de sensibilité à découvrir ce qu'elle est, elle le trouverait justement chez les artistes, et alors, quel partage!
On verrait un politicien comprendre qu'il est tout aussi important d'étendre du bleu sur une toile que de prendre la parole aux Chambres fédérales!
④ Le mot jury déjà fait un peu peur! Non, nous ne sommes pas là l'œil parfait et tranchant du Comité central!
Mais – comme il est écrit dans nos statuts – nous veillons à ce que ceux-ci soient respectés. Et j'y participe avec sérieux, avec intérêt, avec amitié vis-à-vis de mes collègues, respectant les décisions qu'ils prennent (en donnant mon avis si on le sollicite).

Kurt von Ballmoos

① Depuis cinq ans, je fais partie du Comité central. Les activités importantes sont d'abord les travaux à l'intérieur du comité. Je suis aussi délégué pour des tâches diverses: la création de la nouvelle section du canton du Jura; la naissance d'une nouvelle revue d'art (Art-Helvetia); les contacts avec les CFF, la TV romande et les nombreux jurys des sections pour l'admission des nouveaux membres.
② Les problèmes importants pour les artistes contemporains sont à mon avis souvent ceux d'hier et d'aujourd'hui: l'existence, les contacts, les expositions, la diffusion des œuvres.
Le Comité central essaye, à travers ses sections, de renforcer les contacts, soit avec les milieux politiques (Département de l'intérieur), régionaux ou cantonaux; soit la biennale de la SPSAS sur le plan national. Il y a aussi la caisse de secours et l'assurance pour les artistes. Il y a, à ce propos, toujours des questions à régler en faveur de chaque membre. L'artiste a besoin pour travailler d'avoir l'esprit plus libre. Si son temps est surchargé par les soucis quotidiens, l'œuvre ne peut pas se développer normalement. Il est évident que le Département de l'intérieur peut donner un coup de pouce: constructions d'ateliers, aide à des expositions à l'étranger, etc.
③ J'ai l'impression qu'il ne se fait que peu de choses dans cette direction. J'expose naturellement tous ces problèmes d'une manière subjective.
④ En ce qui concerne les jurys et les nouveaux membres, chaque section (à part les statuts existants) a sa propre démarche. Avec un peu d'intuition et de flair, on sent la réaction ou les problèmes à l'intérieur d'une section. Quelquefois, j'ai la possibilité d'intervenir en demeurant en dehors des questions d'une autre section. L'avantage d'être membre du Comité central est de ne pas bien connaître la section pour laquelle on a été délégué. Il est vrai aussi – toujours d'après les statuts – que le délégué n'a qu'une voix consultative. Il a en outre le devoir d'observer que le réglement soit appliqué.

Un regard sur la SPSAS actuelle
Die GSMBA heute – Ein Überblick

Dossier:

Rosa Krebs-Thulin

① Seit 1980. Ausstellung in Delémont, Unterschriftensammlung und verschiedene lokale Aktionen anlässlich der Kulturinitiative, Wettbewerbsreglement Kunst am Bau. Überarbeitung und neue Statuten. Beantwortung des Fragebogens der Unesco. Interessevertretung in den verschiedenen Kommissionen, wie zum Beispiel AIAP – Ausgabe des neuen Ausweises 1983, Unterstützungskasse – Erhöhung des Taggeldes für kranke Mitglieder. Gespräche 2. Säule, verschiedene Gespräche mit dem Departement des Innern, mit Bundesrat Hans Hürlimann und dessen Sektionsvorsteher über Pro Helvetia, Koordinationsgespräche mit der EKK. Erlass der Wust für die Künstler. Umgestaltung der Zeitschrift «Schweizer Kunst».

② Es wird immer schwieriger, preisgünstige Ateliers zu finden. Im neuen Raumplanungsgesetz wurde wohl auf die Landwirte Rücksicht genommen, aber für den bildenden Künstler, der es sowieso schwer hat, wird keine Rücksicht genommen, da er in seiner Arbeit nicht standortgebunden sei. Nach dem neuen Gesetz müsste zum Beispiel ein Bildhauer, der sich ein Atelier bauen möchte, dies in der Industriezone tun. Der Künstler aber ist kein Industrieller und hat kein Geld, um teures Industrieland zu kaufen. Für den Künstler, der im Ausland ausstellt, sind die Zollformalitäten immer noch ein grosses Problem. Wir sollten wenigstens in Europa so weit kommen, dass für den lebenden Künstler, der seine Werke mitführt, an den Grenzen keine Schwierigkeiten Wartezeiten von oftmals Tagen gemacht werden. Vor allem sollte man auch keine Transitgebühren mehr zahlen müssen (Deutschland nach dem Norden zum Beispiel).

Informationshalber, sagt man, wird in der Schweiz sehr viel Kunst aus dem Ausland gezeigt. Wo bleibt aber das Gegenrecht für den Schweizer Künstler im Ausland?
Für den Künstler bis zu 40 werden Stipendien ausgeschrieben. Der Künstler ab 40 sollte auch noch eine Möglichkeit haben, sich weiterbilden zu können. Oft hat er in diesem Alter eine doppelte Belastung, weil seine Kinder noch in der Ausbildung sind.

Auch für den Künstler im höheren Alter sollte mehr getan werden, denn nicht jeder ist auf Rosen gebetet. Oft ist es für ihn schwierig, noch an Ausstellungen teilzunehmen, oft wird er von den jungen ausjuriert und er wagt sich nachher nicht mehr an die Öffentlichkeit. Am schlimmsten ist es für den freischaffenden Künstler im Alter (Vergleich Zeichnungslehrer und Künstler mit Pension und AHV).

Der Künstler hat nur eine kleine AHV, weil er keine grossen Beiträge bezahlen konnte. Stadt-, Kantons- und Staatsbeiträge sollten gerechter verteilt werden. Meistens gibt es einige Zugpferde oder immer dieselben, die für Ankäufe etc. berücksichtigt werden. Es sollte weniger Vetterliwirtschaft in diesem Sinne getrieben werden.

Künstler sollten unter sich solidarisch sein und Galerien mit den hohen Prozent-Ansätzen boykottieren.

Vielleicht müsste ein Berufskünstlerstatut angestrebt werden, damit wir Künstler ernster genommen würden.
Der Zentralvorstand macht schon sehr viel, aber man müsste noch mehr tun. Vielleicht könnte man verschiedene Probleme mit Hilfe der schweiz. Unesco-Kommission lösen.
Der Künstler ist kein Politiker, aber vielleicht müsste er sich doch mehr in der Politik betätigen und auf seine Probleme vermehrt aufmerksam machen. Die verschiedenen Sektionen müssten mehr Kontakte zueinander pflegen und Probleme müssten auch von der Sektion aus lokal angegangen werden. In der Schweizer Presse müssten unsere Probleme mehr besprochen werden. Die angeknüpften oder begonnenen Besprechungen mit den Massenmedien Fernsehen und Radio sollten weitergeführt werden bis zu einem positiven Ergebnis.
Der Zentralvorstand müsste sich in den nächsten Jahren damit beschäftigen, eine Lösung zu finden, die jugendlichen Künstler besser zu erfassen und diese zu organisieren. Wenn wir die Jungen noch nicht in die GSMBA aufnehmen wollen, weil sie für uns noch nicht gut genug sind, heisst das nicht, dass wir ihnen nicht helfen könnten, in der Ausbildung mit Rat und Tat beizustehen, indem man sie als Kandidaten erfasst, bevor sie sich zur Aufnahme als Aktivmitglied anmelden.

③ Zum Teil mit obenerwähnten Feststellungen schon beantwortet. Der Künstler selber müsste wieder mehr Mensch werden, damit er wieder den Kontakt zu breiten Bevölkerungsschichten finden könnte und somit auch wieder besser verstanden würde und nicht mehr so sehr Aussenseiter wäre. Somit wäre auch der Kontakt zu den Politikern wieder besser hergestellt. Der Künstler sollte sich nicht wie ein Halbgott aufführen. Politiker würden sich vielleicht wieder vermehrt für unsere Probleme einsetzen.
Der Bund müsste sich seriös für den Berufskünstler einsetzen. Hilfe 2. Säule. Ev. Steuererleichterung bei flauen Zeiten, Zollerleichterung, Ateliers im Ausland.
Der Kanton wie die Gemeinden müssten besorgt sein, dass dem Künstler zweckmässige und billige Ateliers zur Verfügung gestellt und dass diese nicht lebenslänglich von arrivierten Künstlern billig genutzt werden.
Bund und Kanton müssten sich vermehrt für die Berufsausbildung des Künstlers einsetzen, sowie für Künstlererziehung in Schulen, Seminaren und Universität.

④ Jury siehe auch Schluss Punkt 2.
Jede Sektion führt einen andern Modus des Jurierens durch. An einer Präsidentenkonferenz sollten die verschiedenen Arten des Jurierens durchgesprochen werden. Aus diesem Material müssten etwas einheitlichere Bestimmungen zur Durchführung einer Jury festgelegt werden. Ein Problem gibt es oftmals mit den Patenbriefen. Patenbriefe sind unnütz, wenn sie von den Jurymitgliedern nicht angehört oder respektiert werden. Es gibt Kandidaten, die keine Paten finden, weil sie abseits wohnen, aus zeitlichen oder finanziellen Gründen keinen Kontakt pflegen können. Ist dies ein Grund, sie nicht aufzunehmen?

Zentralvorstand
Comité central

- Zentralpräsident:
Niki Piazzoli, 6933 Muzzano
- Vizepräsident:
Peter Hächler, Blumenrain 7,
5600 Lenzburg
- Mitglieder:
Kurt von Ballmoos, Clergère 6, 1009 Pully
Bernard Bonin, bd Pérolles 15,
1700 Fribourg
Ernst Brassel, Frauenfelderstrasse 36,
8404 Winterthur
Hans Gantert, Voltastrasse 30, 8044 Zürich
Bruno Gasser, Kasernenstrasse 23,
4058 Basel
Rosa Krebs-Thulin, Eigerstrasse 54,
3007 Bern
André Siron, rue du Temple 19, 2014 Bôle

Zentralsekretariat:
Esther Brunner-Buchser, Kirchplatz 9,
4132 Muttenz

Quatre questions aux membres du Comité central

Vier Fragen an die Mitgliedern des Zentralvorstandes

Eine Jury müsste so zusammengesetzt sein, dass darin Vertreter der wichtigsten Stilrichtungen vertreten sind.
Die Kandidaten selber müssten besser informiert sein über Zweck und Ziel der GSMBA. Wir müssten ein einheitliches Rundschreiben an die Kandidaten verfassen. Jeder Kandidat sollte das Recht haben zu wissen, warum er abgelehnt ist. Vielleicht könnte nach jeder Jurierung ein sogenanntes Jurygespräch durchgeführt werden für solche, die dies wünschen. Abgewiesene Kandidaten sollten als Kandidaten weiterhin von der Sektion erfasst werden und die Sektionsmitteilungen erhalten, wenn sie dies wünschen. Sie könnten wie Passivmitglieder bis zur Aufnahme behandelt werden. Bei den Jurierungen sollte Leuten aus abgelegenen Gegenden mehr Verständnis entgegengebracht werden. Es können nicht alle in der Stadt Zürich, Bern oder Basel wohnen und von deren Informationsquelle profitieren.

Bernard Bonin

① Les membres de la SPSAS m'ont appelé au Comité central à la faveur d'une assemblée générale extraordinaire des délégués, à Delémont, en octobre 1981, le jour du vernissage de l'Exposition nationale 1981. Pour aboutir à cette élection, il avait fallu modifier une disposition des statuts afin de permettre aux membres passifs de la SPSAS d'avoir un représentant au Comité central (qui est formé de neuf membres).
La période 1981/82 a été chargée de problèmes administratifs et sociaux: élaboration des nouveaux statuts de la SPSAS adoptés à l'assemblée de Zofingue en juin 1982; étude des possibilités d'intéresser les membres de la SPSAS au 2e pilier; recours contre le refus de Pro Helvetia d'accorder une aide financière permanente à la SPSAS.
② Les problèmes concernant les artites sont aussi importants que nombreux. En tant que comité d'une association nous ne pouvons tenter de résoudre que les problèmes que les artistes nous soumettent ou que nous apprenons d'une autre manière. C'est dire que si l'artiste ne vient pas à nous il est difficile que nous allions à lui. C'est dire encore que, de par sa fonction même, notre comité sera surtout appelé à s'occuper de problèmes administratifs qui tendront à apporter aux membres de l'association des principes clairs et faciles dans des domaines qui leur sont étrangers ou qu'ils n'affectionnent pas: caisse maladie, fonds de secours, réglements, statuts, lois, etc. C'est dire enfin la fonction ingrate du comité de la SPSAS. Nous sommes en effet persuadés que de nombreux membres de la SPSAS ne prennent pas au sérieux le Comité central ou lui conteste une réelle nécessité. Pourtant nous nous réunissons en moyenne une fois par mois et chacun de nous est de plus chargé de divers mandats: rencontre avec les autorités, démarches auprès de personnalités, étude d'un cas particulier, etc. L'entente entre les membres du Comité central est parfaite bien que souvent diverse.
Enfin le comité est conscient qu'une de ses tâches principales est l'organisation d'expositions – nationales si possible – et l'encouragement à des échanges plus nombreux et plus efficaces entre les sections et les membres de celles-là.

③ C'est la question la plus difficile à résoudre parce qu'elle touche la personnalité même de l'artiste.
D'un côté l'artiste se veut indépendant de toute convention sociale et de toute contrainte étatique et, simultanément, il entend bénéficier des «avantages sociaux» que tout individu réclame. Il y a là un hiatus que l'Etat perçoit et qui conduit cet Etat à exclure l'art et les artistes de ses préoccupations. Quoi qu'on dise, lise ou écrive, une constatation est indiscutable: l'Etat ne sait que faire de l'art et des artistes.
De plus, les temps sont difficiles. L'art, hélas, ne se consomme pas. C'est beau mais inutile!
C'est l'homme qui doit se refaire et alors seulement l'artiste retrouvera une place qu'il est en train de perdre.

Un regard sur la SPSAS actuelle
Die GSMBA heute – Ein Überblick

Dossier:

Ernst Brassel

① Ich bin 1981 in Fribourg in den Zentralvorstand gewählt worden als Nachfolger von Walter Burger.
Ich habe mitgearbeitet beim SBB-Ausbildungszentrum Löwenberg und in der Kommission der Fachvereinigung KiöR, wo ich als Aufsichtsmitglied des Zentralvorstandes delegiert und den spontanen Aktionen zugeteilt bin.
Es wäre erstrebenswert, das Kunst-am-Bau-Problem mit verschiedenen Fachleuten gemeinsam schon während der Planungsphase anzugehen, was in meinen Augen spielerischer und unverkrampfter vonstatten ginge und vermutlich bessere Resultate erbrächte.
Ich versuchte im Anschluss an einen Diavortrag von Richard Brosi zum Thema «Kunst im öffentlichen Raum» (KiöR) während der GSMBA GR Standort 82-Ausstellung im Kunsthaus Chur ein vermehrtes, intensiveres Zusammenschaffen zwischen Kulturschaffenden der gesamten Ostschweiz anzuregen.
Eine Fachkommission (KiöR) bestehend aus Künstlern, Architekten, Garten-, Landschaftsplanern und Ingenieuren von BSA, BSG, FSAI, GSMB + K, SIA und SWB, wie sie bereits in Zürich besteht, wäre überregional begrüssenswert.
Meine Vorstellung ist, dass sich weitere KiöR- Fachvereinskommissionen bilden. Der Zürcher KiöR könnten die Inner- und Südschweizer- Fachvereine angegliedert werden. Basel mit der Nordostschweiz und Bern mit der Westschweiz wären zwei weitere Regionalgruppen. So ist ein wirkungsvolleres Schaffen möglich.
Eine solche Fachvereinigung wäre auch eher imstande, dem Bund, den Kantonen und Gemeinden klarzumachen, dass die musischen und kunsterzieherischen Fächer an den Schulen und im Weiterbildungswesen für den Geist mindestens ebenso wichtig sind wie der Sport für den Körper. Sie müssten endlich als Hauptfächer eingesetzt werden.
Der Bildungsauftrag des Staates und der Gemeinde sollte so umrissen sein: Kinder sollten (auch in den Schulen) wieder eine echte Beziehung zu ihren eigenen gestalterischen Möglichkeiten erarbeiten können, damit sie als Erwachsene nicht hilflos und ängstlich ihren eigenen Ausdrucksmöglichkeiten gegenüberstehen.
Den ganzen Menschen bildnerisch zu fördern für eine ungewisse Zukunft, ist notwendiger denn je.
Die Tagung «Die Unregierbarkeit der Städte – Stadtpolitik zwischen Kultur und Subkultur» fand im Gottlieb Duttweiler-Institut in Rüschlikon statt. Diese Tagung wurde vom Schweizerischen und Deutschen Werkbund organisiert. Es waren neunzig Teilnehmer und 24 Pressevertreter aus ganz Europa anwesend. Ich war der offizielle Vertreter der GSMBA. Alle Vorträge der internationalen Tagung sind als Buch herausgekommen: «Die Unregierbarkeit der Städte», Gottlieb Duttweiler-Institut, 8803 Rüschlikon, ✆ 01 724 00 20, und kann dort für Fr. 26.— bezogen werden.
② Die Probleme der Künstler, insbesondere der Künstler mit Familien, sind meistens finanzieller Art. Es wäre wünschenswert, wenn von Bund, Kanton und der Wohngemeinde ein Minimaleinkommen garantiert würde.
Kunstmaler oder visueller Künstler sind vom BIGA endlich als offizielle Berufsbezeichnungen anzuerkennen. Dieses wäre die Voraussetzung dafür, dass endlich auch in der Schweiz Kunsthochschulen oder Kunstakademien entstehen könnten. Der Zentralvorstand hatte leider bis jetzt zuwenig Einfluss, bei Behörden solche Bedürfnisse durchzusetzen (für eine GSMBA-Kunstschule fehlt das nötige Kleingeld).
③ Bundesrat Egli, das Eidgenössische Departement des Innern, die Pro Helvetia, die Eidgenössische Kunstkommission sowie das Bundesamt für Kulturpflege sollten sich bei Bundespräsident Aubert und den entsprechenden Botschaften dafür einsetzen, dass die geplante Nationale Ausstellung 1985 auch in Paris und anderen Kunstmetropolen zu sehen ist. Zum 120-jährigen Jubiläum der GSMBA wäre das ein schönes Geschenk, an dem sich unsere Künstler freuen könnten.
④ Meine Aufgabe bei den Jurierungen sehe ich darin, für die richtige Anwendung der Statuten zu sorgen. Ansonsten ist die Autonomie der Sektion wichtig.

ARTDONAY SA
Fonderie d'art et de métaux
1963 VETROZ
(027) 36 36 76